

L'œil de Glez : France et Burundi, à qui le bonnet d'âne ?

Jeune Afrique, 31 mai 2018 Tempête dans une auge d'eau : une affaire d'œnes offerts, puis mis en quarantaine, montre qu'entre la France et le Burundi, tout est politique! Acte 1 : l'ambassade de France à Bujumbura finance de dix œnes des villageois burundais de la province de Gitega, pour aider femmes et enfants à transporter les produits agricoles, l'eau et le bois de chauffe.

Acte 2 : des responsables politiques, notamment des proches du président Pierre Nkurunziza, s'insurgent contre cette opération. Acte 3 : le ministre burundais de l'Agriculture ordonne la mise en quarantaine des animaux. Problème sanitaire ou idéologique ? Les acteurs politiques ou lambda développent trois types d'arguments qui vont dans le sens de la quarantaine. Primo, celui de l'incongruité géographique-zoologique : l'œne n'est pas un animal indigène du Burundi. L'introduction négligente de l'œne ferait-elle courir un risque à l'équilibre de la biodiversité burundaise ? L'œne agit pourtant pas comme un don incongru de caïmans des Inuits du Groenland. Les animaux en question ne viennent pas de la Tanzanie voisine. Le ministre de l'Agriculture Dô-Guide Rurema évoque une distribution des œnes « sans respecter les procédures techniques de distribution d'animaux exotiques », tandis que l'ambassadeur de France, Laurent Delahousse, indique qu'« toutes les procédures ont été respectées » dans l'introduction du « rène animal ». Le second argument « l'œnophobie » relève d'un tonnement de la pratique francophone. Si des figures proches du pouvoir qualifient le don d'œne « insulte à la nation », c'est aussi, selon certains acteurs, parce que l'œne symbolise l'ignorance et la bêtise dans la langue française. Bien sûr, c'est un aspect moins linguistique qui semble justifier la mini-crise diplomatique. Si les responsables du régime noient le poisson dans l'œne, les twittos ragissent avec moins de pincettes. Pour Appolinaire Nishirimbere, la mise en quarantaine est une « victoire face au néocolonialisme ». Là encore, le premier des diplomates français au Burundi précise que son pays n'a pas pris l'initiative de l'introduction des animaux, mais qu'il a répondu à la demande d'une ONG. Rôfrendum controversé La toile de fond de cette affaire est clairement le discours rugillement critique du pays d'Emmanuel Macron sur la situation politique au Burundi et en particulier sur l'actuelle réforme constitutionnelle qui donne la possibilité à Pierre Nkurunziza de briguer la présidence jusqu'en 2034. Le rôle du 17 mai dernier n'est pas du goût de la France, comme n'était pas du goût du Burundi la visite en France du voisin Paul Kagame, pourfendeur feu de la stratégie politique de Bujumbura, et plus largement le rapprochement entre les deux pays. Les dix œnes de Gitega et les milliers qu'il fallait introduire dans la région ont donc été pris en otage par les enjeux politiques. L'œne véhiculé de l'eau ou du bois de chauffe, ils portent aussi sur leur dos le poids de la politisation. Pas sûr, pour autant, que l'introduction de l'œne soit compromise. Un projet similaire se déroule sans encombre dans la province de Rutana. Il est financé par la Belgique. par Damien Glez Damien Glez est dessinateur-éditorialiste franco-burkinabais

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});